



## **Réponse de SFR à la consultation publique de l'ARCEP sur l'analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal mobile de Free Mobile, LycaMobile et Oméa Télécom**

**Consultation publique du 8 septembre au 10 octobre 2011**

---

**Question 1. : L'Autorité invite les acteurs à lui faire part, le cas échéant, de leurs observations sur la liste des acteurs concernés par le présent projet d'analyse de marché.**

L'ARCEP devrait ajouter l'opérateur *full-MVNO* NRJ Mobile dans la liste des acteurs concernés par le présent projet d'analyse de marché, en vertu d'un contrat signé avec SFR le 31 juillet 2011.

[SDA]

**Question 2. : L'Autorité invite les acteurs à lui faire part, le cas échéant, d'autres cas de régulation de la terminaison d'appel vocal mobile de nouveaux entrants qu'ils jugeraient pertinents, qu'il s'agisse d'opérateurs de réseau mobile ou de *full-MVNO*.**

### **Concernant Free Mobile :**

Comme le note l'ARCEP, la situation de Free Mobile est très différente de celle des autres opérateurs 3G en Europe : Free Mobile, d'une part, entre sur un marché technologiquement mûr et, d'autre part, les décisions d'encadrement tarifaire concernant les opérateurs étrangers susvisés n'étaient pas prises au vu de la Recommandation de la Commission européenne de mai 2009.

La comparaison européenne ne paraît donc pas pertinente.

Au demeurant, pour ce qui est de fixer le niveau tarifaire des terminaisons d'appel des opérateurs premiers investisseurs, l'ARCEP avait elle-même considéré dans sa décision n°11-0483 que la comparaison internationale n'était pas non plus pertinente.

### **Concernant les *full-MVNO* :**

Les derniers accords de *full-MVNO* signés en France témoignent du caractère dynamique et concurrentiel de ce marché et doivent aujourd'hui servir de guide dans le cadre d'une analyse de marché prospective.

A notre connaissance, les exemples étrangers de décision de régulation nationale auxquels se réfère l'ARCEP n'ont pas été pris en application de la Recommandation de la Commission du 7 mai 2009 et ne s'appuient donc pas sur le principe de tarification au coût incrémental.

Ainsi, dans sa lettre d'observations sur le projet de régulation en Espagne en 2009, la Commission européenne souligne que le régulateur national utilise encore un modèle de coûts complets pour fixer les niveaux tarifaires de terminaison d'appel vocal<sup>1</sup>.

De même, dans sa lettre d'observations sur le projet de régulation au Danemark en 2009, la Commission européenne souligne que le régulateur national fixe les niveaux tarifaires de terminaison d'appel vocal en référence à un modèle de coûts qui inclut encore des coûts non directement attribuables à la prestation de terminaison d'appel.<sup>2</sup>

En outre, l'ARCEP ne peut se fonder sur la position du GRE (devenu ORECE) adoptée en mars 2008 pour justifier la prise en compte des asymétries de trafic dans la fixation d'un tarif de terminaison d'appel asymétrique.

En effet, comme l'indique d'ailleurs l'Autorité au paragraphe 1.2.2 de sa consultation, la Recommandation de la Commission européenne du 7 mai 2009, est postérieure à cette position du GRE et ne prévoit la possibilité d'une asymétrie qu'à titre d'exception et à la seule hauteur des « *différences de coûts incrémentaux unitaires* ».

Au demeurant, la notice explicative de la Recommandation de la Commission du 7 mai 2009 indique « *It is difficult to see how arguments regarding financial imbalances resulting from differences in traffic volumes and differential on-net/off-net pricing would justify setting asymmetric termination rates.* »

La Recommandation de la Commission constitue un acte juridique, dans la mesure où elle est prise en application du Traité. Il en va différemment pour les positions exprimées par l'ORECE (anciennement le GRE) dont le rôle est consultatif et coopératif.

**Question 3. : L'Autorité souhaite savoir si les acteurs partagent l'interprétation de l'Autorité des éléments présentés ci-dessus sur les obstacles sur le marché de détail qui entravent l'entrée sur le marché et l'expansion.**

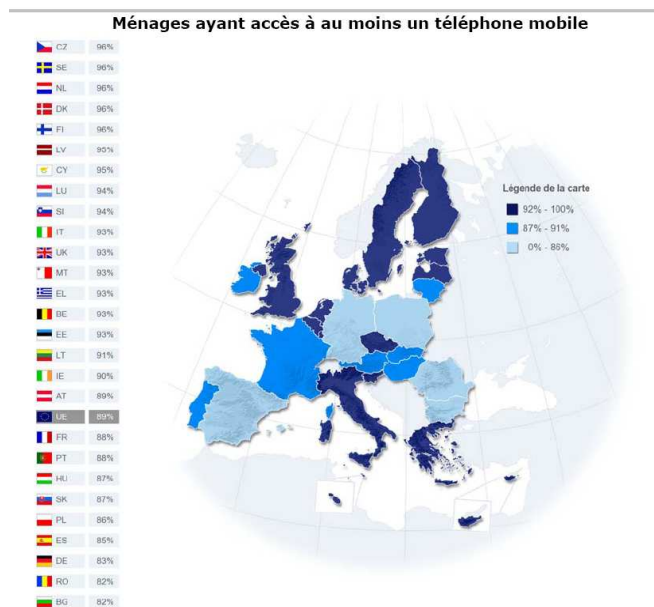
Le taux d'équipement des personnes en téléphonie mobile se situe en France dans la moyenne européenne et les prix de détail ont connu des baisses régulières ces dernières années. En conséquence, le marché de détail ne paraît pas souffrir d'entraves particulières.

L'Eurobaromètre réalisé par TNS Sofres en février-mars 2011 pour la Commission européenne<sup>3</sup>, donne une indication sur le taux de pénétration par ménage qui montre qu'avec 88% la France est très proche de la moyenne européenne (89%), devant l'Allemagne et l'Espagne et derrière le Royaume-Uni et l'Italie.

<sup>1</sup> Observations de la Commission européenne en date du 22-07-2009 : Affaire ES/2009/0937 : « *The Commission takes note of CMT's current fully allocated cost model which allocates both network-related and non-network costs to the different services according to the allocation factors in the operators' regulatory accounts.* »

<sup>2</sup> Observations de la Commission européenne en date du 21-12-2009 : Affaire DK/2009/1013 et DK/2009/1014 : « *NITA sets mobile termination rates on the basis on a long-run average incremental cost model (LRAIC), including inter-alia a contribution for covering business overhead, i.e. costs that are not directly related to the mobile call termination service.* »

<sup>3</sup> [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/ebs/ebs\\_362\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_362_fr.pdf)



En l'espace de trois ans, de fin 2007 à début 2011, l'équipement des ménages en téléphonie mobile a progressé de 7 points en France, une hausse particulièrement significative au regard des autres pays d'Europe de l'ouest.

Concernant les prix, l'ARCEP a publié en juillet 2011 un indice mesurant l'évolution des prix des services mobiles en France qui montre une baisse de prix de 2,8% en moyenne annuelle entre 2006 et 2009.

Les analyses de l'INSEE confirment que les prix de SFR ont baissé chaque année de 2007 à 2010 : selon les informations communiquées par l'INSEE à SFR, en moyenne annuelle l'indice des prix à la consommation de téléphonie mobile de SFR a baissé de [SDA] en 2007, de [SDA] en 2008, de [SDA] en 2009 et de [SDA] en 2010.

Pourtant, selon l'ARCEP, l'entrée et l'expansion sur le marché mobile seraient entravées par :

- le maintien, voire l'accentuation, d'un manque de fluidité du marché mobile et plus particulièrement du marché post-payé, compte tenu de durées d'engagement longues et des programmes de réengagement et de fidélisation des clients mis en place par les opérateurs ;
- la nécessité de disposer d'un réseau de distribution physique.

L'ARCEP évoque également les risques potentiels pour la concurrence des offres multi-services qui seraient liés à une propagation réciproque des freins aux changements d'opérateur entre les services triple-play et mobile.

SFR n'est pas concernée par cette analyse de risque de l'ARCEP dans la mesure où, dans l'offre « multi-packs » de SFR (proposition d'une remise sur le montant des abonnements souscrits), les offres souscrites par le consommateur sont indépendantes, si bien que ce dernier peut résilier chacune des offres, selon ses conditions propres. En conséquence, l'offre de SFR n'induit pas de « propagation réciproque » de « freins aux changements d'opérateur ».



SFR remarque que les offres multi-services se développent parmi les MVNOs, ce qui participe à la diversité de choix des consommateurs qui souhaiteraient migrer d'une offre multi-services d'un opérateur à celle d'un autre opérateur. Dès lors, pour SFR, il ne semble pas nécessaire de mettre en place des règles spécifiques pour ces offres, et il revient en tout état de cause à l'Autorité de la concurrence de se saisir des éventuelles infractions aux règles du droit commun de la concurrence.

La pression concurrentielle s'exerçant entre opérateurs mobiles a conduit à des modifications importantes de la structure des offres post-payées. Ainsi, pour SFR, les nouveaux forfaits sont désormais disponibles avec ou sans engagement, et avec ou sans terminal, ce qui donne au consommateur une pleine liberté de choix et une meilleure lisibilité tarifaire. Ainsi, il semble important de rappeler que l'engagement, ainsi que le réengagement, d'un consommateur entraîne une réduction du tarif de son abonnement.

SFR considère que disposer d'un réseau de distribution physique représente un investissement que chaque opérateur est libre de consentir afin de répondre aux attentes légitimes des consommateurs en matière de qualité de service, de conseil, d'accompagnement et de service après-vente. S'il s'agit effectivement d'un mode important de distribution, SFR remarque que certaines offres sont dorénavant accessibles uniquement sur Internet, ce qui souligne l'importance de ce mode de distribution, qui peut venir en complément de l'utilisation d'un réseau de distribution physique multi-marques, pour un opérateur ne souhaitant pas investir dans un réseau de distribution en propre.

**Question 4. : L'Autorité souhaite savoir si les acteurs partagent son analyse sur la présence d'éventuels déséquilibres de trafic.**

Sur la base d'une argumentation théorique, l'ARCEP préjuge de l'existence de déséquilibres de trafic qui ne seront pas nécessairement observés et dont l'ampleur ne peut être anticipée.

Le niveau et le solde des flux de trafic entre les opérateurs actuellement présents sur le marché et les nouveaux acteurs dépendront des offres commercialisées par chacun, comme le relève tout de même l'ARCEP en précisant que « *ce sont principalement les types d'offres commerciales qui vont entraîner ou non des déséquilibres de trafic* ».

L'ARCEP ne peut pas à ce stade en déduire que les offres devraient « *tendre à créer des déséquilibres de trafic des appels entrants et sortants pour les nouveaux acteurs.* »

**Question 5. : L'Autorité invite les acteurs à lui indiquer et justifier précisément quels sont, selon eux, les éléments de coûts à prendre en compte dans le calcul du coût incrémental des terminaisons d'appel mobile de Free Mobile, LycaMobile et Oméa Télécom en vue de la fixation de leur niveau de terminaison d'appel.**

**Concernant Free Mobile :**

Comme le précise l'ARCEP elle-même, il convient d'évaluer le niveau des coûts incrémentaux unitaires de Free Mobile, afin de vérifier s'il est ou non plus élevé que celui de l'opérateur générique efficace modélisé.



Or, les coûts incrémentaux de Free Mobile seront constitués d'une moyenne pondérée des coûts d'itinérance (sur la partie d'acheminement entrant) sur le réseau d'Orange et de ses propres coûts incrémentaux de réseau (qui sont par définition faibles et n'ont pas de raison particulière d'être plus élevés que les coûts incrémentaux des opérateurs primo investisseurs).

On peut même penser que les coûts incrémentaux de Free Mobile pourraient être inférieurs à ceux des opérateurs primo investisseurs. En effet, comme l'ARCEP a eu l'occasion de le souligner lors de sa consultation publique du 22 décembre 2010 au 31 janvier 2011 sur le modèle technico-économique des coûts de réseau d'un opérateur mobile métropolitain : « Dans une logique de coût incrémental, le coût de la prestation de terminaison d'appel est donc plus faible quand la part de marché est moins importante. » (soulignement ajouté)

En conséquence, une asymétrie tarifaire en faveur de Free Mobile n'est pas justifiée.

[SDA]

|  |
|--|
| <b>Commentaires sur les critères spécifiques à la fixation du niveau de TAM de Free Mobile, LycaMobile et Oméa Télécom [et NRJ Mobile]</b> |
|--|

Les conditions fixées par la Commission européenne dans sa Recommandation du 7 mai 2009 pour justifier une asymétrie tarifaire sont à la fois précises et circonstanciées : elle doit s'expliquer par des différences de coûts incrémentaux objectives et uniquement par ces différences. Les éventuels déséquilibres de trafic ne constituent pas à ce titre une raison pouvant justifier une asymétrie tarifaire.

L'ARCEP souligne elle-même que, selon cette Recommandation de la Commission, *« la fixation d'un tarif asymétrique peut néanmoins être acceptable à l'occasion d'une nouvelle entrée, mais relève d'une exception, dans des conditions précisées par l'article 10 »*.

Or, l'article 10 de la Recommandation précise que l'asymétrie tarifaire peut être envisagée s'il peut être démontré que le nouvel entrant encourt des coûts incrémentaux plus élevés et ne prévoit pas d'autre cas :

*« S'il peut être démontré qu'un nouveau venu sur le marché de la téléphonie mobile, dont l'activité est en deçà de l'échelle minimale efficace, encourt des coûts incrémentaux unitaires plus élevés que l'opérateur modélisé, les ARN peuvent, après avoir déterminé qu'il existe des obstacles sur le marché de détail qui entravent l'entrée sur le marché et l'expansion, autoriser la récupération de ces coûts plus élevés par des tarifs réglementés de terminaison d'appel, pendant une période transitoire. Cette période ne doit pas dépasser quatre ans après l'entrée sur le marché. »* (soulignement ajouté)

L'article 9 de la Recommandation de la Commission précise également que : *« Dans la détermination des niveaux de coût efficace, tout écart par rapport aux principes susmentionnés doit se justifier par des différences de coût objectives échappant au contrôle des opérateurs concernés. »* (soulignement ajouté)

L'ARCEP a elle-même rappelé dans sa décision n°08-1 176 que l'asymétrie tarifaire doit être justifiée par des différences de coûts objectives et que la Commission « reconnaît que, dans certains cas exceptionnels, une asymétrie pourrait se justifier par des différences de coûts dont l'opérateur concerné n'a pas la maîtrise ». <sup>4</sup> (soulignement ajouté)

Lors de ses observations sur le projet de mesure de l'ARCEP qui a conduit à la décision n°08-1176 de l'ARCEP, la Commission européenne a également souhaité « *rappeler que les déséquilibres de trafic, au lieu d'être imputables à des effets de réseau, peuvent en fait être causés par le niveau asymétrique actuel des TTM ainsi que par une différenciation des prix de détail on-net/off-net qui est du ressort des opérateurs.* » <sup>5</sup>

Dans ces conditions, l'ARCEP ne peut pas se prévaloir des dispositions de la Recommandation de la Commission européenne pour justifier une asymétrie tarifaire en faveur de Free Mobile sur la base d'éventuels déséquilibres de trafic.

Par ailleurs, l'ARCEP estime pouvoir s'appuyer sur la position commune du GRE, pourtant antérieure à la Recommandation, pour considérer qu'une asymétrie tarifaire pourrait être justifiée par l'existence de déséquilibre de trafic, considérant implicitement que la Commission européenne serait en accord avec cette approche.

Cette position commune du GRE, antérieure à la création de l'ORECE, ne saurait cependant constituer la base d'une justification de l'asymétrie tarifaire par d'éventuels déséquilibres de trafic, admise et validée par la Commission européenne.

A cette époque en effet, la Commission européenne assistait aux réunions du GRE mais ne disposait pas d'un droit de vote lui permettant de faire valoir sa position.

Comme souligné plus haut (cf réponse à la question 2), la notice explicative de la Recommandation de la Commission du 7 mai 2009 vient utilement éclairer la position de la Commission sur le sujet des déséquilibres de trafic et confirme que cet argument ne constitue pas pour elle un critère objectif de justification d'une asymétrie tarifaire puisque : « *It is difficult to see how arguments regarding financial imbalances resulting from differences in traffic volumes and differential on-net/off-net pricing would justify setting asymmetric termination rates.* »

Enfin, l'ARCEP n'aborde pas dans son document d'analyse le sujet de la terminaison d'appel SMS de Free Mobile et des full-MVNOs. Pour assurer la visibilité nécessaire aux acteurs, il est pourtant important que l'ARCEP mène rapidement son analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel SMS de ces opérateurs. SFR invite ainsi l'ARCEP à annoncer la date de lancement de la future consultation publique sur ce sujet.

<sup>4</sup> Cf. Décision n°08-1176 de l'ARCEP du 2 décembre 2008, page 40

<sup>5</sup> Observations de la Commission européenne : Affaire FR/2008/0812